



## **Le Jour d'Après: quelles sont les priorités politiques régionales pour 2009-2014?**

Les élections régionales 2009 doivent constituer un tournant. La crise économique, la crise budgétaire et la crise communautaire placent les régions face à de nouvelles responsabilités. Les électeurs ayant voté, la surenchère électorale s'efface au profit de la réalité des négociations. L'itinera Institute préconise sept priorités politiques régionales et formule des propositions concrètes.

### **1. Un mécanisme de financement plus performant**

Le modèle de financement de la Belgique fédérale n'est plus tenable. D'une part, il est nécessaire que les régions soient plus autonomes en matière d'impôt des sociétés. D'autre part, il faut que les régions soient plus responsables en matière de dépenses des dotations fédérales. Cela pourrait se traduire par la création d'un système de bonus-malus basé sur des indicateurs de performance objectifs.

### **2. Un enseignement qui tend vers l'excellence tout en assurant l'égalité des chances**

Nos systèmes d'enseignement doivent être plus performants quant à l'épanouissement du capital humain qui constitue notre seule richesse naturelle. Donner plus d'autonomie aux écoles et aux universités peut être un levier important. Accorder une grande importance à l'égalité des chances dans l'enseignement est important et justifié, mais « chances égales » n'est pas synonyme de « résultats égaux ». Les différents niveaux du système d'enseignement doivent apprendre à mieux intégrer l'excellence. Le potentiel de jeunes personnes surdouées et des filles reste encore trop souvent sous-exploité.

### **3. Une fonction publique plus performante, y compris au niveau régional**

La nouvelle législature sera une législature-clé pour la fonction publique, caractérisée par un changement de génération avec un important vieillissement interne, un cruel manque de moyens budgétaires et le rôle nouveau des gouvernements en période de crise. Continuant sur la lignée de la législature précédente, les principes de qualité, d'efficacité et de résultats peuvent guider un programme pluriannuel de réformes. Le rôle de la politique se limite à la seule définition des objectifs et budgets. L'amélioration de la productivité et le service aux citoyens sont essentielles. La responsabilité, l'évaluation et la transparence sont nécessaires pour vraiment valoriser les fonctionnaires.

### **4. Une politique régionale en matière de l'emploi adaptée à la crise**

De nombreux efforts ont été entrepris afin de préserver les emplois existants. Il est grand temps d'aider ceux qui sont les plus faibles sur le marché de l'emploi. Une politique de transition, qui aide ceux qui sont à la recherche d'un premier ou d'un nouvel emploi, doit être la priorité. Cela nécessite un soutien à la carte et l'investissement dans la transition doit se concrétiser par un réel emploi. Il faut prêter suffisamment d'attention aux PME qui constituent le

véritable moteur de l'emploi dans notre économie. Une politique de recrutement sans nuance au niveau du secteur public et un déraillement budgétaire sont à éviter à tout prix.

Les répartitions des compétences en matière de politique de l'emploi doivent être mieux réparties, notamment en ce qui concerne le rapport entre le placement et le chômage. Mais l'énergie politique ne peut être gaspillée par une énième réforme de l'état insignifiante. Il est beaucoup plus important de moderniser le droit du travail, en particulier dans le contexte du statut unique.

### 5. Un système de soins de santé responsable et solidaire

Les régions exploitent trop peu leurs compétences en matière de santé. Nous plaçons pour plus d'investissement en matière de prévention, porté par un stimulus financier fédéral. Les compétences régionales dans le domaine de l'infrastructure doivent servir de tremplin à une amélioration de l'efficacité et de la qualité des soins de santé : assurer une réelle évaluation de la qualité, donner une information publique aux patients, utiliser des outils informatiques pour améliorer la gestion des données médicales et instaurer un système de soins mieux intégré à travers des clusters.

### 6. Un encadrement administratif qui encourage l'esprit d'entreprise au lieu de le freiner

Bien que notre pays ait un énorme besoin d'esprit d'entreprise et d'entrepreneuriat, et en dépit de toutes les promesses, les entreprises - surtout en Flandre - continuent de crouler sous les charges administratives de plus en plus lourdes. Simplifier et raccourcir les procédures administratives constituent des solutions qui ne coûtent rien.

### 7. Encourager l'innovation, surfer sur la vague de l'énergie verte

L'utilisation d'énergie renouvelable est une nécessité écologique et une opportunité économique, mais gardons toutefois les pieds sur terre. Il est prioritaire et nettement plus rentable d'augmenter l'efficacité de la production d'énergie et de la consommation d'énergie par les utilisateurs que de subventionner des panneaux solaires sur le toit de maisons ou des éoliennes au fond de jardins. En matière d'énergie nouvelle aussi, il est important de fixer une échelle de prix correcte qui tienne compte des frais de production. La recherche en matière d'énergie nécessite plus d'investissement.

---

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.  
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org [www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)